

Ministry of the Environment programs and initiatives

Administrative improvements to the Ontario pesticide classification system

Administrative changes have been made to the pesticide classification system affecting the approval of applications and the publishing of lists of classified products.

On April 1, 1999, the Ontario government amended Regulation 914 under the *Pesticides Act* in order to streamline administrative procedures for pesticide classification in Ontario. These changes do not alter the application process to which registrants are already accustomed but are geared towards reducing approvals time and allowing quicker access to classified products.

Regulation 914 now gives the Pesticides Advisory Committee authority to approve the classification of new pesticide products and legalizes the sale and use of classified pesticide products as soon as a list of classified products is posted on the Internet. These changes will reduce the time it takes to bring a new product to market while maintaining strong human health and environmental protection measures. The list of classified products will no longer be published in the *Ontario Gazette*; instead, a listing will be provided on the Internet at the website address listed below.

The committee has been responsible for receiving and reviewing applications and recommending appropriate classifications for new pesticide products since 1974. It reports directly to the Minister of the Environment. The committee is made up of a strong team of professionals representing academia, agriculture, industry and municipalities as well as the provincial government — specifically, the ministries of the Environment, of Agriculture, Food and Rural Affairs, of Natural Resources, of Labour and of Health.

For new pesticide products to be brought to market in Ontario, the product is first registered by the federal government and then classified by the committee into one of six schedules. The appropriate classification is determined by carefully assessing the product against stringent criteria that focus on such aspects as human health, environmental effects and toxicity. Depending upon the product classification, users and vendors are

subject to different licensing and training requirements that are in place to ensure the safe use and handling of products.

These administrative changes reduce the time it takes to approve recommended product classifications and speed up access to newly classified products. They do not compromise health and environmental protection. The sale or use of unclassified products or products that have not yet been listed on the Internet site is illegal.

As pesticide products become classified, they are compiled in a list and posted on the following Internet address. The listing will be updated at least once a month. This website also contains a complete listing of classified products that is expected to be updated quarterly.

Ontario Pesticides Advisory Committee
www.opac.gov.on.ca

The Ministry of the Environment (MOE) has also set up a hot link from the MOE homepage to the Pesticides Advisory Committee homepage for easy access to the list of classified products. In addition, the MOE website contains the *Notice, In Brief* and information on other regulatory amendments related to pesticides.

Ministry of the Environment
www.ene.gov.on.ca

For more information please direct your inquiries by mail to:

Pesticides Advisory Committee
2300 Yonge St., Suite 1203
Toronto, ON, M4P 1E4

or for general inquiries contact:
Pesticides Advisory Committee
(416) 314-9230

Programmes et initiatives du ministère de l'Environnement

Simplification des formalités administratives associées au régime de classement des produits antiparasitaires en Ontario

Le gouvernement de l'Ontario a modifié, le 1^{er} avril 1999, le Règlement 914 pris en application de la *Loi sur les pesticides* afin de simplifier les formalités administratives associées au régime de classement des produits antiparasitaires en Ontario. Les changements ne modifient pas le processus que suivent déjà les entreprises qui désirent faire enregistrer un nouveau produit. Ils visent plutôt à écourter le délai d'approbation et à accélérer la commercialisation des produits nouvellement enregistrés.

Le Règlement 914 autorise maintenant le Comité consultatif sur les pesticides à approuver l'enregistrement de nouveaux produits antiparasitaires dans les catégories prescrites en Ontario. Il autorise aussi la vente et l'emploi de produits enregistrés dès qu'ils figureront sur la liste des produits autorisés qui paraît au site Web du Comité. Ces changements écourtent le délai de commercialisation des nouveaux produits, mais ne modifient pas les mesures rigoureuses que prend le gouvernement pour protéger la santé et l'environnement. Les produits classés en Ontario ne seront plus mentionnés dans la *Gazette de l'Ontario*. Ils figureront plutôt sur la liste des produits autorisés qui paraît au site Web du Comité (voir l'adresse au bas du texte).

Le Comité traite les demandes d'enregistrement et fait des recommandations au sujet du classement des produits antiparasitaires depuis 1974. Il relève du ministre de l'Environnement. Le Comité est composé de spécialistes chevronnés représentant les milieux universitaire et agricole, l'industrie de la lutte antiparasitaire, les municipalités et le gouvernement provincial (le ministère de l'Environnement, le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales, le ministère des Richesses naturelles, le ministère du Travail et le ministère de la Santé).

Pour qu'un nouveau produit antiparasitaire puisse être commercialisé en Ontario, il doit d'abord être homologué par le gouvernement fédéral, puis être classé par le Comité dans l'une des six catégories ontariennes. Pour classer un nouveau produit, le Comité utilise des critères très rigoureux portant sur divers aspects, dont la toxicité du produit et ses effets sur la santé et l'environnement. La catégorie dans laquelle un produit est classé détermine le genre de permis et le genre de formation que doivent obtenir les

destructeurs de nuisibles et les fournisseurs. Il en est ainsi pour que les produits antiparasitaires soient utilisés, stockés et manipulés de façon sécuritaire.

Les nouvelles formalités administratives réduisent le délai d'approbation et de commercialisation des nouveaux produits. Elles ne minimisent pas la protection de la santé et de l'environnement. Il est illégal de vendre ou d'utiliser des produits non classés ou des produits qui ne figurent pas sur la liste des produits autorisés qui paraît au site Web du Comité.

Les produits nouvellement classés figurent sur la liste des produits autorisés qui paraît au site Web du Comité (voir l'adresse au bas du texte). La liste sera mise à jour au moins une fois par mois. Le site Web renferme aussi la liste de tous les produits classés en Ontario. Cette liste sera mise à jour tous les trois mois.

Comité consultatif ontarien sur les pesticides
www.opac.gov.on.ca

Le ministère de l'Environnement a inséré une passerelle entre sa page d'accueil et celle du Comité pour que les personnes intéressées aient rapidement accès à la liste des produits classés en Ontario. On trouvera aussi au site Web du Ministère l'Avis, le document *En bref* et des renseignements sur d'autres modifications qui ont été apportées aux règlements gouvernant la vente et l'emploi de produits antiparasitaires.

Ministère de l'Environnement
www.ene.gov.on.ca

Pour plus de précisions sur le nouveau régime de classement des produits antiparasitaires, prière de faire parvenir les demandes de renseignements par la poste au :

Comité consultatif sur les pesticides
2300, rue Yonge, bureau 1203
Toronto (Ontario) M4P 1E4

Pour obtenir des renseignements plus généraux, s'adresser au :

Comité consultatif sur les pesticides
(416) 314-9230

|